



Délibération n° 2024-11-13/01

Nombre de membres

En exercice : 32

Présents : 25

Votants : 28

L'an deux mille vingt-quatre

et le 13 novembre

à 18 heures 30, le Conseil de Communauté,
régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la
loi, à Ganges

Date de la convocation : le 06/11/2024

Date de l'affichage : le 06/11/2024

Présents :

AGONES : PRUNET Noëlle

BRISSAC : RODRIGUEZ Jean-Claude

CAZILHAC : COMPAN Pierre, ROUVIERE Christian

GANGES : CANARD Bruno, CAUMON Bernard, FABRIER Gérard, FRATISSIER Michel, SANTNER Muriel

GORNIES : POVREAU Joël

LAROQUE : AGRANIER Marie-José, CIRIBINO Pierrick, RICOME Géralde

MONTOULIEU : CHAFIOL Guilhem

MOULES ET BAUCELS : CÉLÉRIER Daniel, MOLIERES Jean-François

SAINT BAUZILLE DE PUTOIS : ALLE Oscar, BURDIN Jean, MOTARD Anne-Marie

ST JULIEN DE LA NEF : FAIDHERBE Lucas

ST MARTIAL : JUTTEAU Françoise

ST ROMAN DE CODIERES : VILLARET Luc

SUMENE : CASTANIER Pascale, GEORGES Coralie, LUCAS Lambert

Absents représentés :

GANGES : HOST Benoît par SANTNER Muriel

VIALA Antoinette par CAUMON Bernard

LAROQUE : TRICOU Julien par FRATISSIER Michel

Absents :

CAZILHAC : SERVIER-CANAC Magali

GANGES : CHANTON Bruno, FINO Sophie

SAINT BAUZILLE DE PUTOIS : THEROND Elisabeth

Objet n°1 : Prescription de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) valant Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de la Communauté de Communes des Cévennes gangeoises et suménoises : définition des objectifs poursuivis et modalités de la concertation

Rappel du contexte

Au vu qu'au niveau national la réglementation encadrant les SCoT a fortement évolué depuis 2015, avec notamment les ordonnances (issues de la loi ELAN) du 17 juin 2020 relatives à la modernisation des SCoT et à la hiérarchie des normes. Plus récemment, la loi dite « Climat et Résilience », adoptée le 22 août 2021, impose notamment aux SCOT de définir et décliner des objectifs renforcés en matière de sobriété foncière (objectif « zéro artificialisation nette » en 2050), au plus tard d'ici le 22 août 2026.

Au vu qu'au niveau régional et supra territorial le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) a été approuvé en 2022 et fixe un nouveau cadre régional, notamment des règles avec lesquelles le SCOT doit être compatible. Le SRADDET devra, lui aussi, intégrer à court terme les dispositions de la loi « Climat et Résilience » et devra notamment territorialiser l'objectif de réduction de la consommation foncière (procédure de modification du 9 février 2023).

Au vu qu'au niveau local avec le renouvellement de l'exécutif communal en 2020, les enjeux de transition écologique et d'adaptation du territoire aux effets du changement climatique sont désormais placés au cœur du projet de territoire (validé en juillet 2021).

Accusé de réception en préfecture
034243400736-2024-11-18-D-2024-11-18-DE
Date de télétransmission : 22/07/2024
Date de réception préfecture : 22/11/2024

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises, a délibéré à l'unanimité de ses membres présents et représentés pour choisir le SCoT comme outils de planification territoriale (Délibération n°2022-07-20/01).

Considérant qu'une démarche SCoT est apparue évidente et nécessaire pour le territoire, suite à la mise en œuvre du projet de territoire ;

Considérant qu'il est essentiel de se munir d'un outil de planification stratégique pour un développement durable, organisant l'évolution économique, environnementale, la mise en place des services publics et collectifs, enjeux importants de notre territoire rural ;

Considérant qu'au regard de l'évolution du contexte réglementaire, la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises, compétente en matière de SCoT, souhaite dès à présent se saisir de ces conditions et élaborer sur le périmètre de l'EPCI un SCoT modernisé ;

Considérant qu'afin de faciliter le portage des enjeux de transition énergétique, ce document tiendra lieu de Plan Climat Air Energie Territoriale (PCAET).

Au vu de la délibération du 13 avril 2023 (Délibération n°15 du 13 avril 2023) validant :

- La proposition d'un périmètre de SCoT couvrant la totalité du territoire d'un seul tenant représentant 13 communes sur 2 départements ;
- La proposition d'un SCoT valant PCAET ;
- De soumettre la présente délibération aux Préfets départementaux (Gard et Hérault) afin d'arrêter le périmètre du futur SCOT valant PCAET de la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises ;

Au vu de l'avis favorable du conseil départemental de l'Hérault en date du 28 septembre 2023;

Au vu de l'avis favorable du conseil départemental du Gard du 21 juillet 2023 ;

Considérant que les conditions de majorité qualifiée requises par l'article L.143-4 du code de l'urbanisme sont remplies ;

Considérant que le périmètre proposé délimite un territoire d'un seul tenant et sans enclave, conformément à l'article L.143-2 du code de l'urbanisme ;

Considérant que le périmètre proposé constitue une unité territoriale pertinente en terme de de planification et prend en compte les déplacements et modes de vie quotidiens au sein du bassin d'emploi, les besoins de protection des espaces naturels et agricoles ainsi que les besoins et usages des habitants en matière de logements, d'équipements, d'espaces verts, de services et d'emplois, conformément à l'article L143-3 du code de l'urbanisme ;

Par arrêtés N°DDTM 30-2023-11-13-00004 et N°DDTM 34 -2023-11-14352, les Préfets du Gard et de l'Hérault arrêtent le périmètre d'élaboration du SCoT des Cévennes Gangeoises et Suménoises.

Au vu que les présents arrêtés ont fait l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises, situé au 26 Avenue Pasteur, 34 190 Ganges, ainsi que dans les communes concernées pendant un mois ;

Au vu de l'affichage dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département ;

La Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises a validé le périmètre du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) valant PCAET ainsi que le lancement de la procédure de consultation pour le recrutement du bureau d'études conseil qui accompagnera l'EPCI tout au long de cette procédure (Délibération n°2024-02-15/01).

Délibération n°2024-11-13/01

L'ordonnance n° 2020-744 du 17 juin 2020 relative à la modernisation des SCoT, issue de la loi ELAN (2018) a réaffirmé le rôle stratégique du SCoT et entend faciliter sa mise en œuvre opérationnelle. Elle fait notamment évoluer la composition et le contenu des SCoT en introduisant :

- Un Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) qui remplace le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et devient le document central du SCoT.
- Un Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) simplifié et articulé autour de 3 piliers fondamentaux :
 - Les activités économiques, artisanales, commerciales, agricoles et forestières
 - Une offre de logement et d'habitat renouvelée, l'implantation des grands équipements et services qui structurent le territoire, ainsi que l'organisation des mobilités assurant le lien et la desserte de celui-ci
 - Les transitions écologique et énergétique, qui impliquent la lutte contre l'étalement urbain et le réchauffement climatique, l'adaptation et l'atténuation des effets de ce dernier, le développement des énergies renouvelables, ainsi que la prévention des risques naturels, technologiques et miniers, la préservation et la valorisation de la biodiversité, des ressources naturelles, des espaces naturels, agricoles et forestiers ainsi que des paysages, dans un objectif d'insertion et de qualité paysagères des différentes activités humaines, notamment des installations de production et de transport des énergies renouvelables.
- Des annexes regroupant les autres documents qui composaient précédemment les SCoT (diagnostic, état initial de l'environnement, évaluation environnementale, justification des choix).

En application de cette ordonnance, tous les SCoT dont l'élaboration ou la révision est prescrite après le 1^{er} avril 2021 doivent s'intégrer dans ce nouveau cadre.

Le futur SCoT de la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises adoptera donc un contenu dit « modernisé ».

Par ailleurs, cette même ordonnance offre la possibilité aux SCoT, dans le cadre de leur élaboration ou révision de tenir lieu de PCAET (Plan Climat Air Energie Territorial).

L'élaboration d'un document unique (SCoT tenant lieu de PCAET, dit SCoT-AEC) implique que l'ensemble des attendus d'un PCAET (objectifs énoncés au 1° du II de l'article L 229-26 du Code de l'environnement) soit intégré au SCoT.

L'élaboration d'un SCoT tenant lieu de PCAET vise une meilleure articulation, cohérence et lisibilité des objectifs du SCoT et du PCAET et constitue ainsi une opportunité intéressante pour intégrer et traduire, de manière renforcée et cohérente, les enjeux et objectifs de lutte et d'adaptation au changement climatique dans les documents de planification.

A ce titre, il comprend notamment un programme d'actions pour le volet PCAET.

Afin de consolider le portage des enjeux de transitions au sein des documents de planification, dans une démarche globale et intégratrice, la Communauté de Communes saisit l'opportunité offerte par l'ordonnance : **le SCoT de la Communauté de Communes tiendra lieu de PCAET.**

Dans ce cadre, la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises sera chargée du suivi et de l'évaluation du PCAET prévus au II 4 de l'article L 229-26 du Code de l'environnement et de la fonction de coordinateur de la transition énergétique définie à l'article L 2224-34 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'élaboration du SCOT-AEC de la Communauté de Communes doit permettre de :

- Mettre au cœur du SCOT-AEC et notamment du projet d'aménagement stratégique, les orientations de transition social-écologique et les enjeux de lutte et d'adaptation au changement climatique portés par la Communauté de Communes. En 2021, ; la Communauté de Communes a affirmé son engagement à emmener le territoire vers une résilience solide et une croissance durable en s'engageant sur cette thématique dans le projet de territoire.
- Répondre aux évolutions réglementaires récentes, notamment la loi dite « Climat et Résilience » (lutte contre l'artificialisation des sols) et les ordonnances issues de la loi ELAN (hiérarchie des normes et modernisation des SCOT).
- Mettre en compatibilité le SCOT-AEC avec les documents supérieurs (SRADDET, SRC, SDAGE, PGRI, SAGE, etc.).

Pour cela, les objectifs poursuivis pour l'élaboration du SCOT-AEC sont les suivants

- **Interroger les besoins du territoire (démographique, social, économique, énergétique, alimentaire, écologique...)**

Il s'agira notamment de :

- définir le scénario démographique,
 - Intégrer et mettre en cohérence les stratégies sectorielles métropolitaines (habitat, économie, énergie, alimentaire, écologie...),
 - Réinterroger et prioriser les besoins fonciers,
 - Adapter la stratégie foncière pour mettre en œuvre le projet de territoire à l'aune du ZAN, des objectifs de transition écologique et des politiques sectorielles.
- **Définir l'objectif de réduction du rythme de consommation foncière et la trajectoire ZAN**

Il s'agira notamment de :

- Décliner, à l'échelle de la Communauté de Communes et au sein du territoire communautaire, les objectifs de réduction du rythme de consommation foncière et d'artificialisation des sols qui seront définis dans le SRADDET Occitanie,
 - Définir les zones préférentielles de renaturation.
- **Réinterroger les équilibres territoriaux et les fonctions des différents espaces**

Il s'agira notamment de :

- Réinterroger l'armature territoriale
- Intégrer et territorialiser la stratégie du Plan Global de Déplacement de la Communauté de Communes ainsi que son schéma directeur des mobilités douces participant au fonctionnement de l'armature territoriale (accessibilité, multifonctionnalité, proximité ...),
- Définir les stratégies d'aménagement commercial et de logistique urbaine (élaboration d'un Document d'Aménagement Artisanal Commercial et Logistique),
- Réinterroger les enjeux habitat en fonction de l'armature territoriale en lien avec le Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitats de la Communauté de Communes (et des communes membres).

- Édition de supports d'information pour une information avancée du projet (publications d'articles dans « Cévennes Sud Info » dédiées au SCoT-AEC et information par voie numérique) ;

2- Dispositifs d'expression du public :

- Ouverture d'un registre d'observations accompagnant le dossier de concertation au siège de la Communauté de Communes dès la publication de la délibération de prescription jusqu'à l'arrêt du projet permettant au public de faire connaître ses observations,
- Recueil des observations, avis et propositions du public via un formulaire sur le site de la Communauté de Communes (à créer, <https://cdcgangesumene.fr/>);
- Organisation de réunions publiques aux échelles les plus adaptées en fonction des enjeux et thématiques. Ces réunions favoriseront l'échange, le partage d'informations et la participation du public sur les grandes étapes d'élaboration du SCoT-AEC (Diagnostic territorial, Projet d'Aménagement Stratégique, Projet avant arrêt) ;

Ces modalités de concertation seront communes à l'élaboration du SCoT-AEC.

A l'issue de la concertation, la Communauté de Communes tirera le bilan de la concertation au même moment que l'arrêt du projet de SCoT-AEC.

Ce bilan sera joint au dossier d'enquête publique.

Le Quorum constaté,

Le Conseil communautaire,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 5214-16,
- Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 103-2 à L 103-6 et L 143-17,
- Vu les articles L 141-1 et suivants du Code de l'urbanisme, notamment l'article L 141-16 relatif au SCoT valant PCAET,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE),
- Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR),
- Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN),
- Vu l'ordonnance n° 2020-744 du 17 juin 2020 relative à la modernisation des Schémas de Cohérence Territoriale,
- Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,
- Vu les statuts de la Communauté de Communes,
- Vu la délibération de la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises du 13 avril 2023 approuvant la proposition de définition du périmètre du SCoT valant PCAET,
- Vu l'arrêté des préfets du Gard et de l'Hérault n°DDTM30-2023-11-13-00004 DDTM34-2023-11-14352 du 13 novembre 2023 portant publication du périmètre du SCoT des Cévennes gangeoises et suménoises,
- Vu l'arrêté inter-préfectoral du 23 novembre 2023 portant publication du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) des Cévennes gangeoises et suménoises ;

- Vu la délibération de la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises du 15 février 2024 approuvant la définition du périmètre du SCoT valant PCAET,

Après en avoir délibéré,

Décide à l'unanimité :

- De prescrire l'élaboration du SCoT valant PCAET à l'échelle du périmètre de la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises (13 communes),
- D'approuver les objectifs poursuivis par la procédure d'élaboration exposés ci-avant,
- D'adopter les modalités de concertation exposées ci-avant pour la procédure d'élaboration du SCoT valant PCAET,
- D'autoriser le Président à engager les démarches et procédures de consultations et à demander toute subvention susceptible d'être accordée pour la réalisation des études nécessaires et pour la mise en œuvre des modalités de concertation,
- De notifier, conformément à l'article L 143-17 du Code de l'urbanisme, la présente délibération aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-8 du Code de l'urbanisme et à la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) prévue à l'article L 112-1-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime,
- D'informer les représentants des autorités organisatrices mentionnées à l'article L 2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que les gestionnaires de réseaux d'énergie présents sur le territoire,
- De consulter, à leur demande, conformément aux articles L 132-12 du Code de l'urbanisme et à l'article L 229-26 du Code de l'environnement, les associations locales d'usagers agréées dans les conditions définies en Conseil d'Etat, les associations de protection de l'environnement agréées mentionnées à l'article L 141-1 du Code de l'environnement, la CDPENAF et le représentant de l'ensemble des organismes mentionnés à l'article L 411-2 du Code de la Construction et de l'Habitation propriétaires ou gestionnaires de logements situés dans le territoire régional,

Et

- De demander à Messieurs les préfets du Gard et de l'Hérault la transmission d'une note d'enjeux qui fait état des politiques à mettre en œuvre par le SCoT valant PCAET sur le territoire de la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises et des enjeux à traduire dans le document, notamment pour le mettre en compatibilité avec les documents de rang supérieur.

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Pour extrait conforme,
Ganges, le 18 novembre 2024

Le Président,
Michel FRANSSIER.



